

Pensions.—Il a été voté \$10,000,000 pour le présent exercice contre \$3,000,000 au dernier exercice, soit une augmentation de \$7,000,000.

Intérêts de la dette publique.—Ces intérêts statutaires s'élèvent pour le présent exercice à \$54,284,143.17, contre \$37,147,496.23 pour le dernier exercice, soit une augmentation de \$17,136,646.94.

Lots de ferme réservés aux soldats.—Le budget de cette année comporte un montant de \$2,500,000, qui sera avancé aux soldats pour les aider à s'établir sur les lots de ferme comme y pourvoit la loi que nous avons adoptée à cet égard. C'est un nouvel item qui n'avait pas figuré jusqu'ici dans nos estimations budgétaires.

Les augmentations, au compte du fonds consolidé, provenant des trois items susmentionnés, s'élèvent à \$26,636,646.54, ce dont il faut tenir compte en comparant les budget de cette année avec celui du dernier exercice.

Les augmentations au compte du capital des chemins de fer et canaux portent les estimations pour le présent exercice à \$44,349,542.23, contre \$25,671,976.56 pour l'année précédente, soit une augmentation au compte du capital de \$18,677,565.67.

Le budget des travaux publics est réduit à \$11,672,454.79, de \$19,834,641.99, qu'il était l'année précédente, soit une réduction de \$8,162,187.20.

Les dépenses au compte des chemins de fer et canaux sont considérablement réduites, puisque les estimations budgétaires pour cette année comportent une diminution de \$15,923,350 sur l'an dernier.

A la suite de ces explications, que les honorables membres jugeront assez nettes et assez détaillées, j'ai l'honneur de proposer la deuxième lecture du bill.

L'honorable M. BOSTOCK: Mon honorable ami voudrait-il nous dire quel sera le montant du budget de la guerre cette année? Il a mentionné un montant de \$50,000,000, mais qui s'appliquait à l'exercice 1916-17.

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Je ne vois pas de montant porté au compte du budget de la guerre dans les estimations de 1917-18.

L'honorable M. BOSTOCK: Le montant de \$50,000,000 couvre-t-il toutes les dépenses de guerre de 1916-17?

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Je ne le crois pas; je crois que c'est simplement le montant qui a été attribué dans les estimations.

L'hon. sir JAMES LOUGHEED.

L'honorable M. BOSTOCK: Le montant total des estimations qui nous est donné pour 1917-18 ne couvre donc pas les dépenses de guerre?

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: C'est ce que je comprends.

L'honorable M. BOSTOCK: Je désire féliciter l'honorable leader du Gouvernement des explications détaillées qu'il nous a fournies en nous présentant ce bill des subsides. Mais je ne puis m'empêcher de trouver les montants fort élevés. En effet les dépenses pour l'exercice en cours s'élèveront à environ \$254,000,000, sans comprendre les dépenses de guerre. Ces dépenses ne sont pas mentionnées dans le présent budget, si ce n'est les montants réservés aux pensions des soldats et à leur établissement sur des lots de ferme, et \$54,000,000 pour les intérêts sur la dette et sur le fonds d'amortissement. Ces chiffres me paraissent énormes, en vérité, pour un pays dont la population ne dépasse pas sept millions et demi d'habitants. Je me demande donc si nous sommes justifiés d'augmenter nos dépenses dans cette proportion.

Mes honorables amis remarqueront que les dépenses de 1916-17 se sont élevées à \$280,000,000, en comprenant \$50,000,000 pour des fins de guerre. Exception faite de ces \$50,000,000, les dépenses de l'an dernier n'ont donc été que \$230,000,000, contre \$254,000,000 qu'elles seront cette année. La différence est énorme. Il ne faut pas oublier, surtout, que nous aurons à ajouter à notre budget les dépenses de guerre. D'après le ministre des Finances, notre revenu nous permettait l'an dernier d'attribuer \$60,000,000 à notre budget de guerre. Alors qu'il est consolant de constater que nous ayons pu disposer d'un pareil montant, il faut nous demander si notre revenu suffira cette année à couvrir l'augmentation de notre budget de guerre.

Il suffit d'étudier la situation financière du Canada et celle des autres pays, pour comprendre que le seul pays en état de prêter de l'argent aux alliés se trouve être actuellement les Etats-Unis. Mais nos voisins étant eux-mêmes en guerre, il deviendra plus difficile maintenant d'y trouver un marché favorable aux emprunts. Nous en avons fait l'expérience, lorsque notre ministre des Finances a voulu négocier notre dernier emprunt. Il a dû s'adresser aux Etats-Unis, et les meilleures conditions qu'il a pu obtenir pour un emprunt de \$100,000,000, ont été une émission de \$96.00 pour \$100.00. On a calculé que le taux de cet emprunt serait en conséquence de 7 à 8 pour